



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 65.789/2
du 23 avril 2019

advies 65.789/2
van 23 april 2019

sur

over

un projet d'arrêté du
Gouvernement de la Région de
Bruxelles-Capitale 'fixant les
redevances à percevoir en
contrepartie des prestations
effectuées pour des missions de
prévention par le Service
d'Incendie et d'Aide Médicale
Urgent de la Région de
Bruxelles-Capitale'

een ontwerp van besluit van de
Brusselse Hoofdstedelijke
Regering 'houdende
vaststelling van de retributies
verschuldigd voor
preventieopdrachten die
uitgevoerd worden door de
Brusselse Hoofdstedelijke
Dienst voor Brandbestrijding
en Dringende Medische Hulp'

Le 27 mars 2019, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Économie et de l'Emploi à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'fixant les redevances à percevoir en contrepartie des prestations effectuées pour des missions de prévention par le Service d'Incendie et d'Aide Médicale Urgent de la Région de Bruxelles-Capitale'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 23 avril 2019. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Luc DETROUX et Patrick RONVAUX, conseillers d'État, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Jean-Baptiste LEVAUX, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 23 avril 2019.

*

Op 27 maart 2019 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor Economie en Tewerkstelling verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van besluit van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest 'houdende vaststelling van de retributies verschuldigd voor preventieopdrachten die uitgevoerd worden door de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 23 april 2019. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Luc DETROUX en Patrick RONVAUX, staatsraden, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Jean-Baptiste LEVAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 23 april 2019.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

1. Le fondement juridique d'un arrêté désigne les dispositions des actes de droit interne qui habilitent un organe déterminé à énoncer des règles dans la sphère des compétences qui lui sont attribuées ¹.

Or l'alinéa 1^{er} vise notamment les articles 4 et 10 de l'ordonnance du 19 juillet 1990 'portant création d'un Service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale', lesquels ne constituent pas le fondement juridique de l'arrêté.

Le visa de ces dispositions sera donc omis.

Par ailleurs, en ce qui concerne l'article 7 de la même ordonnance, il sera précisé que le fondement juridique se trouve dans l'« alinéa 3 » de cette disposition.

2. Plusieurs dispositions du projet portent sur des questions de procédure qui, liées au mécanisme de redevance instauré, puisent un fondement légal dans l'article 20 de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles', combiné à l'article 8 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 'relative aux Institutions bruxelloises', dont il résulte que le Gouvernement dispose d'un pouvoir général d'exécution des ordonnances.

Le préambule sera complété de deux premiers alinéas nouveaux renvoyant à ces deux dernières dispositions.

Il est toutefois renvoyé à l'observation formulée sous l'article 6, qui concerne une disposition dont le paragraphe 2 ne peut être considéré comme entrant dans le cadre du pouvoir général d'exécution de l'ordonnance du 19 juillet 1990.

3. L'article 7 du projet abroge l'arrêté du 18 décembre 2003 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'fixant les redevances à percevoir en contrepartie des prestations effectuées pour des missions de prévention par le Service d'Incendie et d'Aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale'.

Cet arrêté sera donc mentionné dans un nouveau visa du préambule.

¹ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 22.

4. Conformément à l'article 2 de l'ordonnance du 4 octobre 2018 'tendant à l'introduction du test d'égalité des chances', le projet doit faire l'objet d'un test d'égalité des chances. Ce test inclut ceux imposés, d'une part, par l'article 3 de l'ordonnance du 29 mars 2012 'portant intégration de la dimension du genre dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale' et, d'autre part, par l'article 4 de l'ordonnance du 8 décembre 2016 'portant sur l'intégration de la dimension du handicap dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale'.

Ce rapport figure au dossier transmis au Conseil d'État.

Dès lors, il sera fait mention de l'accomplissement de cette formalité préalable obligatoire au préambule.

Par contre, les alinéas 7 et 8 du préambule seront omis dès lors qu'ils visent l'impact du projet, d'une part, sur la situation des femmes et des hommes et, d'autre part, sur la situation des personnes handicapées. Ces dimensions sont en effet désormais intégrées dans le test d'égalité des chances susmentionné.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

1. L'article 1^{er} du projet vise l'article 4, § 2, « de l'ordonnance du 19 juillet 1990, tel que modifié par l'ordonnance du 12 mars 1998 ».

2. Tout d'abord, il sera fait mention de l'intitulé complet de l'ordonnance du 19 juillet 1990 'portant création d'un Service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale'.

3. Interrogé quant à savoir si l'auteur du projet souhaite donner une référence statique à cette ordonnance, dans son état tel que visé ², le délégué du Ministre a répondu comme suit :

« L'article 4 de l'ordonnance du 19 juillet 1990 a été introduit dans ladite ordonnance par l'ordonnance du 12 juillet 1998. Partant, le renvoi au paragraphe 2 de l'article 4 et la mention 'tel que modifié par l'ordonnance du 12 juillet 1998' avait uniquement pour objectif de clarifier le fondement légal des prestations auxquelles la tarification mise en œuvre par l'arrêté est applicable et non de figer son champ d'application par référence à la disposition de l'article 4, § 2 de l'ordonnance du 19 juillet 1990 telle que modifiée par l'ordonnance du 12 juillet 1998.

L'objectif n'est pas de rendre statique l'article 1^{er} du projet d'arrêté ».

Au vu de cette intention, les mots « tel que modifié par l'ordonnance du 12 mars 1998 » seront omis.

² *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 274.

Articles 3 et 4

L'article 3, § 2, deuxième phrase, et l'article 4, § 1^{er}, font état d'une « demande de dérogation »³.

Interrogée quant à cette demande, la déléguée du Ministre a précisé qu'il s'agit de celle visée à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 18 septembre 2008 'déterminant la procédure et les conditions suivant lesquelles les dérogations aux normes de prévention de base sont accordées'.

Cette précision sera apportée au projet.

Article 3

L'article 3 prévoit qu'un montant de 1,2 euros par m² neuf est dû pour les demandes de permis d'urbanisme (§ 2) en plus du tarif horaire (§ 1^{er}) et des frais administratifs forfaitaires (§ 3) pour toute prestation de prévention.

Or l'article 173 de la Constitution dispose comme suit :

« Hors les provinces, les polders et wateringues et les cas formellement exceptés par la loi, le décret et les règles visées à l'article 134, aucune rétribution ne peut être exigée des citoyens qu'à titre d'impôt au profit de l'État, de la communauté, de la région, de l'agglomération, de la fédération de communes ou de la commune ».

Afin que le montant d'une redevance spécifique satisfasse aux caractéristiques auxquelles doit répondre une redevance, il doit être la rémunération pécuniaire d'un service fourni par l'autorité en faveur du redevable, considéré individuellement, et il doit exister un rapport raisonnable entre le coût ou la valeur du service fourni, d'une part⁴, et la redevance demandée, d'autre part. À défaut d'un tel rapport, la redevance perd son caractère rémunérateur pour prendre un caractère fiscal⁵.

Interpellée sur ce point, la déléguée du Ministre a exposé ce qui suit :

« La facturation des m² neufs dont la mise en œuvre est sollicitée dans la demande de permis est justifiée au regard du risque objectif généré par de nouvelles surfaces de plancher dont l'ensemble des services de prévention doivent tenir compte mais également de l'avantage que le titulaire du permis tire directement de l'intervention du SIAMU au stade de la prévention des risques, dès lors que l'augmentation de la superficie bâtie de son bien dans des conditions sûres requiert nécessairement cette intervention. À cet égard, le coût au m² est remboursable au demandeur qui se sera vu opposer un refus définitif de permis ».

³ Voir aussi l'article 6, § 1^{er}, seconde phrase, dans laquelle il est fait référence à « une demande de dérogation visée à l'article 4.1 » (lire : « [...] à l'article 4, § 1^{er} »).

⁴ Voir en ce sens C.C., 19 novembre 2015, n° 162/2015, B.5 ; 22 février 2018, n° 18/2018, B.5.9.3.

⁵ Voir par exemple l'avis n° 61.766/2/V donné le 10 août 2017 sur un projet devenu l'arrêté royal du 22 octobre 2017 'concernant le transport de marchandises dangereuses de la classe 7' (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/61766.pdf>). Dans le même sens, voir C.E., 18 avril 2016, n° 234.417.

Sur la base de ces éléments, il n'apparaît pas *a priori* à la section de législation, au stade préventif de son examen, que les redevances prévues par le projet ne respecteraient pas le principe de proportionnalité.

Article 4

Le paragraphe 1^{er} vise l'examen de « modifications de permis » (lire : « modifications de demandes de permis ») en cours de procédure sur la base des articles 126 et 177 du COBAT. Interrogée à cet égard, la déléguée du Ministre a convenu qu'il y a lieu de viser plutôt les modifications engendrées par les plans modificatifs visés aux articles 126/1 et 177/1 du CoBAT.

Le projet sera modifié en ce sens.

Article 5

La deuxième phrase du paragraphe 2 est ambiguë en ce qu'elle pourrait être appliquée soit comme appelant la prise en considération de l'indice des prix à la consommation du mois de décembre, précédant celui de janvier (il s'agit en effet de l'indice applicable en janvier), soit comme visant la prise en considération de l'indice arrêté à la fin de mois de janvier, donc à partir du 1^{er} février.

Le texte sera précisé en fonction de l'intention de l'auteur du projet.

Article 6

Le paragraphe 2 prévoit qu'en cas de retard de paiement, un intérêt de retard calculé au taux d'intérêt légal est dû sans mise en demeure. En outre, il est prévu une indemnité de 15 % des montants dus à titre de participation forfaitaire dans les frais administratifs.

Un mécanisme analogue a fait l'objet des critiques suivantes formulées dans l'arrêt n° 237.527 prononcé le 1^{er} mars 2017 par la section du contentieux administratif du Conseil d'État :

« Considérant que la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile (article 2bis.1. § 2.) et la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile (article 178, § 2) chargent le Roi de régler les modalités de fixation et de récupération des frais occasionnés par les interventions qui ne sont pas effectuées gratuitement ; que l'arrêté royal du 25 avril 2007 déterminant les missions des services de secours qui peuvent être facturées et celles qui sont gratuites charge les zones de secours d'établir la liste des missions qui sont facturées et le tarif de celles-ci ; qu'en Région de Bruxelles-Capitale, cette compétence est exercée par la Région pour compte de l'Agglomération, à laquelle ont été confiées les missions qui, ailleurs dans le pays, incombent aux zones de secours ;

Considérant que les articles 3 à 8 de l'arrêté attaqué ont établi la liste des missions facturables et leur tarif ;

Considérant qu'en cas de défaut de paiement, le droit commun ouvre au SIAMU des voies de droit qui lui permettent d'obtenir le paiement de ses créances ;

Considérant qu'en son alinéa 2, l'article 15 de l'arrêté attaqué prévoit qu'en cas de non-paiement à la date d'échéance, un intérêt calculé au taux de l'intérêt légal est porté en compte, sans qu'une mise en demeure soit nécessaire ; que, ce faisant, il établit une dérogation à la règle inscrite à l'article 1153, alinéa 3, du Code civil, selon lequel, dans les obligations qui se bornent au paiement d'une certaine somme, les dommages et intérêts résultant du retard dans l'exécution sont dus à partir du jour de la sommation de payer, excepté dans le cas où la loi les fait courir de plein droit ; [...] qu'aucune disposition n'habilite les zones de secours – à Bruxelles, l'Agglomération – à s'écarter, pour la récupération de leurs créances, des règles du Code civil ;

qu'en son alinéa 3, il prévoit qu'en outre, une somme égale à 15 % des montants dus, avec minimum de 90 €, est portée en compte à titre de participation forfaitaire dans les frais administratifs ; que, nonobstant cette qualification, cette disposition instaure en réalité une forme de clause pénale, mécanisme régi par les articles 1226 et suivants du Code civil, ou de sanction administrative ; que la clause pénale n'est prévue que dans le cadre de relations contractuelles, et qu'aucune disposition n'habilite les zones de secours – à Bruxelles, l'Agglomération – à établir des sanctions administratives ;

Considérant que l'article 2bis.1, § 1^{er}, de la loi du 31 décembre 1963 charge (alinéa 1^{er}) le SIAMU de récupérer les frais occasionnés par les interventions qui ne sont pas effectuées à titre gratuit et habilite le Roi à déterminer celles qui peuvent être récupérées à charge de leurs bénéficiaires et celles qui doivent être effectuées à titre gratuit, mais non à établir des modalités de récupération dérogatoires au droit commun pour les créances qui naissent de ces interventions ;

[...]

Considérant que le moyen est fondé et conduit à l'annulation des alinéas 2 et 3 de l'article 15 de l'arrêté attaqué ».

L'article 6, § 2, du projet contient un dispositif analogue à celui de l'article 15, alinéas 2 et 3, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 novembre 2014 'relatif aux redevances à percevoir en contrepartie des services rendus par le Service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale', annulé par l'arrêt précité du 1^{er} mars 2017.

Pour les mêmes motifs, l'article 6, § 2, du projet doit être omis, la référence à l'article 2bis.1, § 1^{er}, de la loi du 31 décembre 1963 'sur la protection civile' devant être toutefois remplacée par une référence à l'article 178, § 2, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 mai 2007 'relative à la sécurité civile'.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

1. De rechtsgrond van een besluit wordt gevormd door de bepalingen van de teksten van intern recht die een bepaald orgaan machtigen om regels te formuleren binnen zijn bevoegdheden.¹

In het eerste lid wordt echter verwezen naar onder meer de artikelen 4 en 10 van de ordonnantie van 19 juli 1990 ‘houdende oprichting van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp’, die niet de rechtsgrond van het besluit vormen.

De aanhefverwijzing naar die bepalingen moet dus worden weggelaten.

Voorts moet in verband met artikel 7 van dezelfde ordonnantie nader worden aangegeven dat de rechtsgrond in het “derde lid” van die bepaling ligt.

2. Verschillende bepalingen van het ontwerp gaan over procedurekwesties die in verband met de ingevoerde retributieregeling rechtsgrond ontleen aan artikel 20 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’, in combinatie met artikel 8 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 ‘met betrekking tot de Brusselse Instellingen’. Uit die laatstgenoemde bepalingen blijkt dat de regering over een algemene bevoegdheid inzake de uitvoering van ordonnanties beschikt.

Aan het begin van de aanhef moeten twee nieuwe leden worden toegevoegd waarin naar die bepalingen wordt verwezen.

Er wordt evenwel verwezen naar de opmerking die over artikel 6 wordt gemaakt in verband met een bepaling waarvan paragraaf 2 niet kan worden beschouwd als behorend tot de algemene bevoegdheid inzake de uitvoering van de ordonnantie van 19 juli 1990.

¹ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 22.

3. Artikel 7 van het ontwerp strekt tot opheffing van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 december 2003 ‘tot vaststelling van de retributies verschuldigd aan de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp voor de verrichte opdrachten van brandpreventie’.

Dat besluit moet dus in een nieuwe aanhefverwijzing worden vermeld.

4. Overeenkomstig artikel 2 van de ordonnantie van 4 oktober 2018 ‘tot invoering van de gelijkekansentest’ moet het ontwerp aan een gelijkekansentest worden onderworpen. Die test omvat de tests die worden voorgeschreven enerzijds bij artikel 3 van de ordonnantie van 29 maart 2012 ‘houdende de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’ en anderzijds bij artikel 4 van de ordonnantie van 8 december 2016 ‘betreffende de integratie van de handicapdimensie in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’.

Dat verslag bevindt zich in het dossier dat aan de Raad van State is overgezonden.

In de aanhef moet dus worden vermeld dat dat verplichte voorafgaande vormvereiste is vervuld.

Aan de andere kant moeten het zevende en het achtste lid van de aanhef worden weggelaten aangezien ze betrekking hebben op de impact van het ontwerp enerzijds op de toestand van vrouwen en mannen en anderzijds op de toestand van personen met een handicap. Die aspecten zijn namelijk al opgenomen in de bovenvermelde gelijkekansentest.

DISPOSITIEF

Artikel 1

1. In artikel 1 van het ontwerp wordt verwezen naar artikel 4, § 2, “van de ordonnantie van 19 juli 1990, zoals gewijzigd door de ordonnantie van 12 maart 1998”.

2. Om te beginnen moet het volledige opschrift van de ordonnantie van 19 juli 1990 ‘houdende oprichting van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp’ worden vermeld.

3. Op de vraag of de steller van het ontwerp een statische verwijzing wil maken naar die ordonnantie in haar huidige versie,² heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“L’article 4 de l’ordonnance du 19 juillet 1990 a été introduit dans ladite ordonnance par l’ordonnance du 12 juillet 1998. Partant, le renvoi au paragraphe 2 de l’article 4 et la mention ‘tel que modifié par l’ordonnance du 12 juillet 1998’ avait uniquement pour objectif de clarifier le fondement légal des prestations auxquelles la

² *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 274.

tarification mise en œuvre par l'arrêté est applicable et non de figer son champ d'application par référence à la disposition de l'article 4, § 2 de l'ordonnance du 19 juillet 1990 telle que modifiée par l'ordonnance du 12 juillet 1998.

L'objectif n'est pas de rendre statique l'article 1^{er} du projet d'arrêté”.

Gelet op die intentie moeten de woorden “zoals gewijzigd door de ordonnantie van 12 maart 1998” worden weggelaten.

Artikelen 3 en 4

In artikel 3, § 2, tweede zin, en in artikel 4, § 1, is sprake van een “afwijkingsaanvraag”.³

Naar aanleiding van een vraag over die aanvraag heeft de gemachtigde van de minister verklaard dat het gaat om de aanvraag bedoeld in artikel 1 van het koninklijk besluit van 18 september 2008 ‘tot bepaling van de procedure en de voorwaarden volgens welke de afwijkingen op de basispreventienormen worden toegestaan’.

Die precisering moet in het ontwerp worden opgenomen.

Artikel 3

Volgens artikel 3 is voor elke preventieprestatie een bedrag van 1,2 euro per nieuwe m² verschuldigd voor de stedenbouwkundige aanvragen (§ 2), bovenop het uurtarief (§ 1) en de forfaitaire administratiekosten (§ 3).

Artikel 173 van de Grondwet bepaalt echter het volgende:

“Behalve voor de provincies, de polders en wateringen en de gevallen uitdrukkelijk uitgezonderd door de wet, het decreet en de regelen bedoeld in artikel 134, kan van de burgers geen retributie worden gevorderd dan alleen als belasting ten behoeve van de Staat, de gemeenschap, het gewest, de agglomeratie, de federatie van gemeenten of de gemeente.”

Opdat het bedrag van een specifieke retributie de kenmerkende eigenschappen zou hebben waaraan een retributie dient te voldoen, moet het de geldelijke vergoeding zijn van een dienst die de overheid verleent aan de retributieplichtige, individueel beschouwd, en dient er een redelijke verhouding te bestaan tussen, enerzijds, de kostprijs of de waarde van de verleende dienst⁴ en, anderzijds, de gevorderde retributie. Bij gemis van een zodanige verhouding verliest de retributie haar vergoedend karakter en wordt zij van fiscale aard.⁵

³ Zie ook artikel 6, § 1, tweede zin, waarin wordt verwezen naar “een afwijkingsaanvraag bedoeld in artikel 4.1” (lees: “(...) in artikel 4, § 1”).

⁴ Zie in die zin Grondwettelijk Hof 19 november 2015, nr. 162/2015, B.5; 22 februari 2018, nr. 18/2018, B.5.9.3.

⁵ Zie bijvoorbeeld advies 61.766/2/V, op 10 augustus 2017 gegeven over een ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 22 oktober 2017 ‘betreffende het vervoer van gevaarlijke goederen van de klasse 7’, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/61766.pdf>. Zie dezelfde zin RvS 18 april 2016, nr. 234.417.

Op een vraag daarover heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“La facturation des m² neufs dont la mise en œuvre est sollicitée dans la demande de permis est justifiée au regard du risque objectif généré par de nouvelles surfaces de plancher dont l'ensemble des services de prévention doivent tenir compte mais également de l'avantage que le titulaire du permis tire directement de l'intervention du SIAMU au stade de la prévention des risques, dès lors que l'augmentation de la superficie bâtie de son bien dans des conditions sûres requiert nécessairement cette intervention. À cet égard, le coût au m² est remboursable au demandeur qui se sera vu opposer un refus définitif de permis”.

Op basis van die gegevens en in dit preventieve stadium van haar onderzoek meent de afdeling Wetgeving niet *a priori* dat de voorgeschreven retributies niet aan het evenredigheidsbeginsel voldoen.

Artikel 4

In paragraaf 1 wordt verwezen naar het onderzoek van “wijzigingen van de vergunning” (lees: “wijzigingen van de vergunningsaanvragen”) tijdens de procedure op basis van de artikelen 126 en 177 van het BWRO. Naar aanleiding van een vraag hierover heeft de gemachtigde van de minister beaamd dat veeleer moet worden verwezen naar de wijzigingen die voortkomen uit de gewijzigde plannen vermeld in de artikelen 126/1 en 177/1 van het BWRO.

Het ontwerp moet in die zin worden gewijzigd.

Artikel 5

De tweede zin van paragraaf 2 is onduidelijk. Hij kan immers hetzij betekenen dat rekening moet gehouden worden met de consumptieprijzenindex van december, die aan de index van januari voorafgaat (het gaat namelijk om de index die in januari van toepassing is), hetzij betekenen dat rekening moet worden gehouden met de index die eind januari is vastgesteld en dus vanaf 1 februari geldt.

De tekst moet worden gepreciseerd, afhankelijk van de intentie van de steller van het ontwerp.

Artikel 6

Volgens paragraaf 2 is in geval van betalingsachterstand een nalatigheidsintrest verschuldigd, berekend op basis van de wettelijke rentevoet, en dat zonder ingebrekestelling. Voorts wordt voorzien in een vergoeding van 15 % van de verschuldigde bedragen als forfaitaire bijdrage in de administratiekosten.

Over een soortgelijke regeling heeft de afdeling Bestuursrechtspraak van de Raad van State in haar arrest 237.527 van 1 maart 2017 de volgende punten van kritiek geformuleerd:

“Considérant que la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile (article 2bis.1. § 2.) et la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile (article 178, § 2) chargent le Roi de régler les modalités de fixation et de récupération des frais occasionnés par les interventions qui ne sont pas effectuées gratuitement; que l’arrêté royal du 25 avril 2007 déterminant les missions des services de secours qui peuvent être facturées et celles qui sont gratuites charge les zones de secours d’établir la liste des missions qui sont facturées et le tarif de celles-ci; qu’en Région de Bruxelles-Capitale, cette compétence est exercée par la Région pour compte de l’Agglomération, à laquelle ont été confiées les missions qui, ailleurs dans le pays, incombent aux zones de secours;

Considérant que les articles 3 à 8 de l’arrêté attaqué ont établi la liste des missions facturables et leur tarif;

Considérant qu’en cas de défaut de paiement, le droit commun ouvre au SIAMU des voies de droit qui lui permettent d’obtenir le paiement de ses créances;

Considérant qu’en son alinéa 2, l’article 15 de l’arrêté attaqué prévoit qu’en cas de non-paiement à la date d’échéance, un intérêt calculé au taux de l’intérêt légal est porté en compte, sans qu’une mise en demeure soit nécessaire; que, ce faisant, il établit une dérogation à la règle inscrite à l’article 1153, alinéa 3, du Code civil, selon lequel, dans les obligations qui se bornent au paiement d’une certaine somme, les dommages et intérêts résultant du retard dans l’exécution sont dus à partir du jour de la sommation de payer, excepté dans le cas où la loi les fait courir de plein droit; (...) qu’aucune disposition n’habilite les zones de secours – à Bruxelles, l’Agglomération – à s’écarter, pour la récupération de leurs créances, des règles du Code civil; qu’en son alinéa 3, il prévoit qu’en outre, une somme égale à 15 % des montants dus, avec minimum de 90 €, est portée en compte à titre de participation forfaitaire dans les frais administratifs; que, nonobstant cette qualification, cette disposition instaure en réalité une forme de clause pénale, mécanisme régi par les articles 1226 et suivants du Code civil, ou de sanction administrative; que la clause pénale n’est prévue que dans le cadre de relations contractuelles, et qu’aucune disposition n’habilite les zones de secours – à Bruxelles, l’Agglomération – à établir des sanctions administratives;

Considérant que l’article 2bis.1, § 1er, de la loi du 31 décembre 1963 charge (alinéa 1er) le SIAMU de récupérer les frais occasionnés par les interventions qui ne sont pas effectuées à titre gratuit et habilite le Roi à déterminer celles qui peuvent être récupérées à charge de leurs bénéficiaires et celles qui doivent être effectuées à titre gratuit, mais non à établir des modalités de récupération dérogatoires au droit commun pour les créances qui naissent de ces interventions;

(...);

Considérant que le moyen est fondé et conduit à l’annulation des alinéas 2 et 3 de l’article 15 de l’arrêté attaqué”.

Artikel 6, § 2, van het ontwerp bevat een soortgelijk dispositief als dat van artikel 15, tweede en derde lid, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 november 2014 ‘inzake de retributies die geïnd worden als tegenprestatie voor diensten geleverd door de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp’, dat bij het voornoemde arrest van 1 maart 2017 is vernietigd.

Om dezelfde redenen moet artikel 6, § 2, van het ontwerp worden weggelaten. De verwijzing naar artikel 2*bis*.1, § 1, van de wet van 31 december 1963 ‘betreffende de civiele bescherming’ moet evenwel worden vervangen door een verwijzing naar artikel 178, § 2, eerste lid, van de wet van 15 mei 2007 ‘betreffende de civiele veiligheid’.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER

Pierre VANDERNOOT